

Service public fédéral Emploi,  
Travail et Concertation sociale

**ADMINISTRATION DES  
RELATIONS COLLECTIVES  
DU TRAVAIL**  
Direction du Greffe



Federale overheidsdienst  
Werkgelegenheid, Arbeid  
en Sociaal Overleg  
**ADMINISTRATIE VAN DE  
COLLECTIEVE  
ARBEIDSBETREKKINGEN**  
Directie van de Griffie

### ERRATUM

Commission paritaire des  
établissements et services d'éducation  
et d'hébergement  
n° 319

**CCT n° 65456/CO/319  
du 16/12/2002**

Correction du texte en français :

- le début de l'article 2, § 1, troisième alinéa : « *Le droit à la deuxième et à la troisième année de crédit-temps sous la forme d'une suspension complète des prestations de travail ou d'une réduction...* » est remplacé par : « *Le droit à la deuxième **jusqu'à la cinquième année incluse** de crédit-temps sous la forme d'une suspension complète des prestations de travail ou d'une réduction...* ».

### ERRATUM

Paritair Comité voor de opvoedings-  
en huisvestingsinrichtingen en -  
diensten  
nr. 319

**CAO nr. 65456/CO/319  
van 16/12/2002**

Verbetering van de Franse tekst :

- het begin van het artikel 2, § 1, derde alinea : « *Le droit à la deuxième et à la troisième année de crédit-temps sous la forme d'une suspension complète des prestations de travail ou d'une réduction...* » moet vervangen worden door : « *Le droit à la deuxième **jusqu'à la cinquième année incluse** de crédit-temps sous la forme d'une suspension complète des prestations de travail ou d'une réduction...* ».

**29 -03- 2004**

- le début de l'article 2, § 1, quatrième alinéa : « *Le droit à la deuxième et à la troisième année de crédit-temps sous la forme d'une suspension complète des prestations de travail ou d'une réduction...* » est remplacé par : « *Le droit à la deuxième **jusqu'à la cinquième année incluse** de crédit-temps sous la forme d'une suspension complète des prestations de travail ou d'une réduction...* ».

**Décision du**

- het begin van het artikel 2, § 1, vierde alinea : « *Le droit à la deuxième et à la troisième année de crédit-temps sous la forme d'une suspension complète des prestations de travail ou d'une réduction...* » moet vervangen worden door : « *Le droit à la deuxième **jusqu'à la cinquième année incluse** de crédit-temps sous la forme d'une suspension complète des prestations de travail ou d'une réduction...* ».

**Beslissing van**

COMMISSION PARITAIRE DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES D'EDUCATION ET D'HEBERGEMENT (319)

Convention collective de travail du 16 décembre 2002 relative au crédit-temps, la diminution de carrière et la réduction des prestations à mi-temps dans le cadre de la convention collective de travail no.77bis et ses modifications, signée au sein du Conseil National du Travail le 19 décembre 2001

Chapitre I: CHAMP D'APPLICATION

Article 1er

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et travailleurs qui ressortissent à la Commission Paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement et qui sont agréés et/ou subsidiés par la Commission Communautaire Commune de la Région de Bruxelles-Capitale. Par travailleurs on entend les employés et employés, et les ouvrières et ouvriers.

Chapitre H: LE DROIT AU CREDIT-TEMPS, LA DIMINUTION DE CARRIERE ET LA REDUCTION DES PRESTATIONS A MI-TEMPS

Article 2

§ 1 - En application de l'article 3, §2 de la convention collective de travail n° 77 bis relative au crédit-temps, à la diminution de carrière et à la réduction des prestations de travail à mi-temps, conclue au sein du Conseil national dutravail le 19 décembre 2001, la durée de l'exercice du droit au crédit-temps est portée de 1 à 5 ans aux conditions suivantes:

- La prise de crédit-temps au moyen de périodes de moins d'un an est uniquement valable pour la première année de crédit-temps au cours de la carrière.
- *h* Le droit à la deuxième ~~et troisième~~ année de crédit-temps sous la forme d'une suspension complète des prestations de travail ou d'une réduction des prestations de travail à mi-temps chez le même employeur qui occupe le travailleur, est valable à condition que le travailleur ait été lié à cet employeur par un contrat de travail pendant une période minimale de 3 ans.
- *h* Le droit à la deuxième ~~et troisième~~ année de crédit-temps sous la forme d'une suspension complète des prestations de travail ou d'une réduction des prestations de travail à mi-temps est valable pour autant que la période minimum qui a été prise s'élève à un an au moins.

§ 2 - L'employeur et le travailleur peuvent éventuellement, d'un commun accord, convenir de dispositions plus avantageuses concernant ces conditions.

Des dispositions plus avantageuses peuvent également être fixées au moyen d'une convention collective de travail conclue au niveau de l'entreprise.

*h*  
jusqu'à la cinquième année incluse  
*h*  
jusqu'à la cinquième année incluse

REGISTR.-ENREGISTR. 18-02-2003 NR. 21-01-2003 N°

65456 / 60 / 319

Article 3

§ 1 - En application de l'article 15, §7 de la convention collective de travail n° 77 bis relative au crédit-temps, la diminution de carrière et à la réduction des prestations de travail à mi- \* temps, conclue au sein du Conseil national du travail le 19 décembre 2001, le seuil du nombre total des travailleurs bénéficiant en même temps du droit, découlant de la présente convention collective de travail, au crédit-temps, à la diminution de carrière et à la réduction des prestations de travail à mi-temps est modifié comme suit:

Le nombre maximal de travailleurs par unité de travail, unité de vie ou service effectif qui peuvent exercer simultanément le **droit** au crédit-temps, à la diminution de carrière et à la réduction des prestations de travail à mi-temps est fixé comme suit:

- 1. unité de travail comptant 5 travailleurs ou moins: absence simultanée de 2 travailleurs maximum pour un maximum d'une unité à temps plein d'absence;
- 2. unité de travail comptant de 6 à 10 travailleurs: absence simultanée d'au maximum 2 travailleurs pour un total de maximum 1,5 unité à temps plein d'absence;
- 3. unité de travail de 10 travailleurs ou plus: absence simultanée d'au maximum 1 travailleur par tranche entamée de 10 travailleurs pour l'exercice du droit au crédit-temps complet et, supplémentairement, maximum 1 travailleur par tranche entamée de 10 travailleurs pour le crédit-temps à 1/5 ou 1/2.

§ 2 - L'unité de travail, l'unité de vie ou le service effectif peuvent être définis au sein de l'entreprise en fonction des caractéristiques de l'entreprise et de son organisation en accord entre l'employeur et les travailleurs (conseil **d'entreprise** ou comité pour la prévention et la protection au travail ou la délégation syndicale ou, à défaut, le personnel).

§ 3 - Ce seuil peut encore être rehaussé au moyen d'une convention collective de travail conclue au niveau de l'entreprise.

Article 4

En application de l'article 9 de la convention collective de travail n° 77bis instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, conclue au sein du Conseil National du Travail le 19 décembre 2001, le droit à une réduction des prestations de travail est octroyé à tous les travailleurs âgés de 50 ans ou plus qui en font la demande.

Ces travailleurs ne sont pas pris en compte pour le calcul du seuil visé à l'article 3 de la présente convention collective de travail, s'ils conviennent par écrit avec leur employeur de poursuivre le régime susmentionné, sauf en cas de force majeure, jusqu'à l'âge de la prépension éventuelle ou jusqu'à l'âge de la pension.

Article 5

Lorsque le seuil défini à l'article 3 ci-dessus est dépassé, une liste d'attente est établie tenant compte des priorités suivantes :

- 1. Les travailleurs ayant épuisé leurs droits en matière d'interruption de carrière pour soins palliatifs.
- 2. Les travailleurs ayant épuisé leurs droits en matière d'interruption de carrière pour soins à un membre de la famille jusqu'au 2e degré.

- 3. Les travailleurs ayant épuisé leurs droits en matière d'interruption de carrière pour congé parental.
- 4. Les travailleurs qui font une demande motivée pour l'éducation d'un enfant de moins de 5 ans.
- 5. Les travailleurs qui font une demande motivée pour l'inscription à des cours de formation.

## **Chapitre ffl : REMPLACEMENT**

### **Article 6**

Les partenaires sociaux sont soucieux de maintenir la qualité du service et de l'aide et de ne pas alourdir la charge de travail.

A cette fin, les employeurs s'engagent, pour le volume d'emplois subsidiés et/ou financés et/ou rendus obligatoires par les pouvoirs publics, à procéder aux remplacements nécessaires pour maintenir globalement et en moyenne le volume de l'emploi durant la période subsidiée. Pour la part d'emplois non-subsidiés et/ou financés par les pouvoirs publics, s'il n'y a pas de remplacement, une argumentation écrite doit être donnée à la délégation syndicale.

## **Chapitre IV : DIMINUTION DE CARRIERE DE 1/5 - MODALITES D'APPLICATION**

### **Art.7**

Les modalités du droit à la diminution de carrière à 1/5 temps sont les suivantes :

- La diminution s'élève, pour tous les travailleurs à l'équivalent de 1/5 de la durée de travail contractuelle à temps plein, quel que soit le régime de travail dans lequel sont occupés ces travailleurs.
- Elle se prend sous forme de grilles de service journalières complètes.

## **Chapitre V : LIMITATIONS DU DROIT**

### **Article 8**

Dans les entreprises aucune autre catégorie de professions ou de fonctions que les directions ne sont exclus du droit au crédit-temps sous forme d'une suspension complète des prestations de travail, ou de la réduction des prestations de travail à mi-temps, ou de la diminution de **carrière d'1/5**.

Pour les directions, l'accord de l'employeur est requis pour pouvoir bénéficier des régimes susmentionnés.

## **Chapitre VI : PASSAGE A UN REGIME DE PREPENSION**

### **Article 9**

Lors du passage d'un système de crédit-temps, de diminution de carrière ou de réduction des prestations à mi-temps à la prépension conventionnelle, l'indemnité complémentaire de prépension sera calculée sur base dû salaire de référence correspondant au régime de travail appliqué avant la réduction des prestations de travail.

## Chapitre VI : DISPOSITIONS FINALES

### Article 10

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2002 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut-être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois signifié par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la ~~Commission~~ **commission** paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement.

21 -01- 2003

18 -02- 2003

N:  
N°

65456 1601 319

PARITAIR COMITÉ VOOR DE OPVOEDINGS- EN HUISVESTINGSINRICHTINGEN  
EN -DIENSTEN (319)

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 16 december 2002 betreffende het recht op tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking in het kader van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77bis, en de wijzigingen ervan, gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 19 december 2001**

## Hoofdstuk I: TOEPASSINGSGEBIED

### Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de **werkgevers** en de **werknemers** die ressorteren onder het **paritair** comité van de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten en die erkend **en/of gesubsidieerd** zijn door de **Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie** van het **Brüssels Hoofdstedelijk Gewest**.

Onder werknemers wordt verstaan het **mannelijk** en **vrouwelijk** werklieden- en bediendepersoneel.

## Hoofdstuk II: HET RECHT OP TIJDSKREDIET, LOOPBAANVERMINDERING EN VERMINDERING VAN DE ARBEIDSPRESTATIES TOT EEN HALFTIJDSE BETREKKING

### Artikel 2

§ 1 - In toepassing van **artikel 3, § 2** van de **collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77bis tot invoering** van het stelsel van tijdskrediet, **loopbaanvermindering** en vermindering van arbeidsprestaties **tot een halftijdse betrekking**, gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 19 december **2001**, wordt het recht op tijdskrediet van één jaar gebracht op **vijf** Jaar onder volgende **voorwaarden**:

- De **opname** van **tijdskrediet als** recht **in de vorm** van **periodes** van **minder** dan 1 jaar **geldt** slechts voor één Jaar tijdskrediet **in de** loopbaan.
- Het recht op **het tweede tot en met het vijfde** Jaar tijdskrediet **in de vorm** van een volledige **schorsing** van de arbeidsprestaties of een vermindering **tot een halftijdse betrekking**, bij dezelfde **werkgever waarbij** de **werknemer** is tewerkgesteld, geldt op voorwaarde **dat** de werknemer ten **minste** 3 jaar door een arbeidsovereenkomst **met** deze werkgever verbonden is geweest.
- Het recht op **het tweede tot en met het vijfde** Jaar **tijdskrediet** in de vorm van een volledige **schorsing** van de arbeidsprestaties of een vermindering **tot een halftijdse betrekking**, bij dezelfde werkgever waarbij de werknemer is tewerkgesteld, geldt voor zover de **minimaal opgenomen periode** ten minste één jaar bedraagt.

§ 2 - Werkgever en werknemer kunnen in onderling akkoord eventueel gunstigere regelingen overeenkomen wat betreft deze voorwaarden.

Gunstigere regelingen kunnen eveneens overeengekomen worden bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op het niveau van de onderneming.

### Artikel 3

§ 1 - In toepassing van artikel 15, §7 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77bis tot invoering van het stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 19 december 2001, wordt de drempel van het totaal aantal werknemers dat als gevolg van deze collectieve arbeidsovereenkomst gelijktijdig het recht op tijdskrediet, loopbaanvermindering of vermindering van arbeidsprestaties uitoefent, gewijzigd als volgt:

Per effectieve werkeenheid, leefeenheid of dienst wordt het maximaal aantal werknemers dat gelijktijdig het recht op tijdskrediet, loopbaanvermindering of vermindering van arbeidsprestaties uitoefenen, bepaald als volgt:

1. werkeenheid van 5 of minder werknemers: gelijktijdige afwezigheid van maximum 2 werknemers voor een totaal van maximum 1 voltijdse eenheid afwezigheid.
2. werkeenheid van 6 tot 10 werknemers: gelijktijdige afwezigheid van maximum 2 werknemers voor een totaal van maximaal 1,5 voltijdse eenheid afwezigheid
3. werkeenheid vanaf 10 werknemers: gelijktijdige afwezigheid van maximum 1 werknemer per begonnen schijf van 10 werknemers voor de opname van volledig tijdskrediet en bijkomend maximum 1 werknemer per begonnen schijf van 10 werknemers voor het 1/5<sup>de</sup> of het 1/2<sup>de</sup> tijdskrediet.

§ 2 - De effectieve werkeenheid, leefeenheid of dienst kunnen in de onderneming worden gedefinieerd naargelang de kenmerken van de onderneming en de organisatie ervan in akkoord tussen werkgever en werknemers (ondernemingsraad of comité voor preventie en bescherming op het werk of de vakbondsafvaardiging of bij ontstentenis daarvan het personeel).

§ 3 - Deze drempel kan verder worden verhoogd bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op het niveau van de onderneming.

### Artikel 4

In toepassing van artikel 9 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77bis tot invoering van het stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 19 december 2001, wordt het recht op een vermindering van arbeidsprestaties toegekend aan alle werknemers van 50 jaar of ouder die hiertoe een aanvraag richten.

Deze werknemers worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van de drempel zoals vermeld in artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, indien zij schriftelijk met hun werkgever overeenkomen om hogergezond stelsel verder te zetten, behoudens overmacht, tot aan de leeftijd van het eventuele brugpensioen of tot aan de leeftijd van het rustpensioen.



## Artikel 5

Wanneer de drempel zoals vermeld in artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst bereikt is, wordt een wachtlijst opgesteld, rekening houdende met volgende voorrangregels:

1. de werknemers die hun rechten op **palliatief** verlof hebben **uitgeput**
2. de werknemers die hun rechten op **verlof** voor **medische** bijstand aan zieke **gezins- of familieleden** tot in de tweede graad hebben **uitgeput**
3. de werknemers die hun rechten op **ouderschapsverlof** hebben **uitgeput**
4. de werknemers die **een gemotiveerde** aanvraag doen voor de opvoeding van een kind van **minder** dan 5 jaar
5. de **werknemers** die een **gemotiveerde** aanvraag doen **omwille** van de **inschrijving** in vormingsleergangen.

## Hoofdstuk III: VERVANGING

### Artikel 6

De sociale partners **delen** de zorg voor het behoud van de kwalltelt van de **hulp-** en dienstverlening en voor **het** niet verzwaren van de arbeidsbelasting.

Met dit **doel** engageren de werkgevers er zich toe **om** voor het **volume** van de gesubsidieerde en/of **gefinancierde** en/of door de overheid verplicht gestelde **tewerkstellingsplaatsen** over te gaan **tot** de noodzakelijke, vervangende **tewerkstelling**, om zo het **globaal** en gemiddelde **arbeidsvolume** voor de betrokken periode te **behouden**.

Voor wat **betreft** de tewerkstellingsplaatsen die niet door de overheid gesubsidieerd en/of **gefinancierd worden moet**, in geval van **niet-vervanging**, hiervoor een **schriftelijke argumentatie** gegeven worden aan de syndicale afvaardiging.

## Hoofdstuk IV: LOOPBAANVERMINDERING MET 1/5<sup>DE</sup> TOEPASSINGSMODALITEITEN

### Artikel 7

Voor het recht op de **loopbaanvermindering** met 1/5\* gelden volgende toepassingsmodaliteiten:

- de **vermindering** bedraagt voor **alle** werknemers het **equivalent** van **1/5<sup>de</sup>** van de voltijdse **contractuele arbeidsduur**, **ongeacht** het **arbeidsregime** waarin deze werknemers **zijn** tewerkgesteld
- de vermindering **wordt opgenomen** in de **vorm** van volledige dagelijkse dienstroosters.

## Hoofdstuk V| BEPERKINGEN VAN HET RECHT

### Artikel 8

Van het recht op tijdskrediet in de **vorm** van een volledige schorsing van de arbeidsprestaties, of de vermindering van de arbeidsprestaties **tot** een halftijdse betrekking, of de **loopbaanvermindering** met **1/5<sup>de</sup>** worden in de **ondernemingen** geen andere **beroepsgroepen** of functies uitgesloten dan de directies, en **wel** in die

4

betekenis dat voor deze functie de **toestemming van de werkgever** vereist is om van **voornoemde stelsels** te genieten.

## Hoofdstuk VI: **OVERGANG NAAR EEN STELSEL VAN BRUGPENSIOEN**

### Artikel 9

In geval van **overgang naar een brugpensioenstelsel vanuit** tijdskrediet, **loopbaanvermindering** of **vermindering** van arbeidsprestaties **tot** een halftijdse betrekking, zal de aanvullende vergoeding voor het **brugpensioen** berekend worden op basis van het referentiejaar dat overeenstemt met het arbeidsregime voorafgaand aan de vermindering van de arbeidsprestaties.

## Hoofdstuk VII: **SLOTBEPALINGEN**

### Artikel 10

Deze collectieve **arbeidsovereenkomst** treedt in werking op **1** januari 2002 en werd gesloten voor onbepaalde **duur**.

Zij kan door elk van de **partijen** worden **opgezegd mits** een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend **bij** aangetekend schrijven aan de Voorzitter van het paritair comité voor de opvoedings- en **hulsvestingsinrichtingen en -diensten**.